

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

Manœuvres en Méditerranée

par LASHORTES

Le statut méditerranéen, objet de l'attention vigilante de la Grande-Bretagne, est-il menacé par les événements d'Espagne ? Telle est la question que se posent les gouvernements européens et à laquelle n'ont pas répondu les récentes assurances de Rome.

D'abord, en dépit d'une coordination récente de leur politique, Mussolini et Hitler peuvent n'être pas d'accord sur ce point essentiel. Le premier est tenu à plus de prudence que le second et son appétit vient d'être provisoirement calmé pour la récente conquête de l'Ethiopie. Hitler, par contre, s'apprête à poser, avec sa brutalité habituelle et ostentatoire, la question coloniale et, particulièrement, celle du rapt des domaines allemands d'Afrique. Qu'il songe, dans la conjoncture présente, à s'emparer de territoires coloniaux en échange de son appui au général Franco, voilà qui ne fait pas l'ombre d'un doute. Et ce n'est pas une simple pression de l'Angleterre qui lui fera renoncer à ces revendications primordiales.

Quant à l'Italie, elle serait désireuse d'obtenir de l'Angleterre la signature d'une convention où figurerait la double reconnaissance du statut actuel de la Méditerranée et de la conquête italienne en Afrique orientale. On se rappelle le mot de Mussolini : « les compatriotes africains ont été réglés à un sou près », ce qui signifie que l'Italie est satisfaite d'avoir établi sa souveraineté sur l'Ethiopie. Mais l'agrément de l'Angleterre lui manque encore. Si elle pouvait l'obtenir grâce aux événements d'Espagne, et en donnant au gouvernement de Londres les assurances qu'il réclame, elle en éprouverait une vive satisfaction d'amour-propre en même temps qu'elle y trouverait une garantie de jouissance.

L'Angleterre est-elle prête à entrer dans cette politique de pourboires ? Les dernières nouvelles nous apprennent qu'on s'y montre assez réticent. Une dépêche du 20 décembre dément la publication prochaine d'un accord et, de toute façon, il semble que les difficultés qui se sont élevées entre les deux gouvernements soient loin d'être apaisées. Sans doute, l'Angleterre ne peut qu'acquiescer à un échange d'assurances sur le maintien des intérêts réciproques des deux pays en Méditerranée ; mais sur la contre-partie, l'accord est plus difficile.

LASHORTES.
(Lire la suite en 4^e page.)

AMNISTIE INSOLENT !

Charles Maurras, provocateur chevronné à l'assassinat, sortira, sauf opposition tout à fait improbable du Sénat, ces jours-ci de la Santé. Celui qui avait menacé 140 députés de les faire assassiner devra donc sa libération à la mansuétude — à moins que ce ne soit à la distraction — de la majorité de Front Populaire.

Nous protestons pas contre cette mesure. Anarchistes, ce n'est pas notre rôle de réclamer l'incarcération de nos adversaires, fussions-les plus déclarés ennemis de notre classe. C'est de notre action directe que nous attendons qu'ils soient mis la raison et pas d'autre chose.

Mais ceci posé, il reste qu'une amnistie qui libère un Maurras et qui maintient en prison ou en exil des condamnés ou des prisonniers de guerre, est une amnistie insolente. C'est pourtant une telle amnistie que nous allons avoir avec le projet qui vient d'être voté par la Chambre, la Chambre du Front Populaire qui cède comme les autres devant les chantages et les menaces de la réaction et du fascisme.

On a vu le nommé Marin protester contre l'amnistie des délit de vagabondage, sous prétexte qu'ils « préparent à la révolution » ; on a entendu le fasciste Vallat s'indigner parce qu'on osait protester contre l'interdit qui frappe depuis vingt-deux années les insoumis de guerre. On voit par là, que le « climat » des débats parlementaires, quand il s'agit de ques-

tions purement humaines, est en quelque sorte immuable. Chambre bleu horizon ou du Bloc des gauches, Chambre Tardieu ou du Front populaire, c'est en définitive toujours pareil. C'est toujours la même cruauté bourgeoise.

Il y a vingt-deux ans qu'à éclaté le plus sanglant carnage que l'humanité ait jamais connu. Depuis, la guerre a été solennellement condamnée comme un crime dans des quantités de pactes et de déclarations officielles. Cependant, ceux qui n'ont pas voulu participer à ce crime continuent à expier leur juste orgueil d'avoir voulu conserver leurs mains pures de sang.

La France du Front Populaire reste ainsi le dernier pays au monde à ne pas vouloir mettre ce point final à cette tragédie sans précédent.

Nous disons que c'est là, un scandale intolérable. Les millions de braves types qui ont porté leurs votes au Front populaire avaient, nous en sommes sûrs, autre chose.

Nous sommes sûrs que pas un travailleur vraiment conscient n'admettra cette abomination, pas plus qu'il n'admettra que ne soient pas non plus amnistiés d'autres condamnés militaires tels les mutins de Calvi et d'Oléron qui sont eux aussi tenus en dehors du projet.

Il est nécessaire que devant cette amnistie au moins une vaste protestation populaire s'organise le plus vite possible.

L'expérience, prouve une fois de plus, que chaque fois qu'une importante question intéressante la classe ouvrière dans son ensemble — et c'est au fond le cas de toutes les lois d'amnistie — le parlement trahit la confiance de ses mandants. Nous ne nous en étonnerons pas.

Mais puisque cette trahison semble être dans l'ordre naturel des choses politiques, il est nécessaire que la volonté prolétarienne use de moyens plus directs pour s'exprimer.

Les organisations syndicales sont toutes désignées pour intervenir dans un débat aussi « humain ».

Il serait bon que pas une assemblée syndicale n'eût lieu sans que la question de l'amnistie intégrale y fut posée. On peut être sûr, qu'en ce qui les concerne, les militants anarchistes ne manqueront pas à ce devoir.

En 2^e page : Kerillis, le Francophile par Maurice Doutreau.

En 3^e page : Les informations d'Espagne Aux amateurs « d'art » par José Mavilla.

En 4^e page : Les idées et les faits par Luc Daurat.

Un seul mot d'ordre : Révolution d'abord !

Deux mois se sont écoulés depuis le meeting de la Mutualité organisé en commun par la Gauche révolutionnaire, du parti Socialiste et par la Fédération Parisienne de l'Union Anarchiste, ou fut lancée l'idée du Front Révolutionnaire. Ce fut un grand succès. L'enthousiasme de l'assistance nombreuse démontrait clairement que cette idée correspondait aux désirs profonds de tous les ouvriers révolutionnaires présents. Malgré cela les critiques violentes ne manquèrent pas.

Certains théoriciens profitèrent de l'occasion offerte, pour se livrer à la haute stratégie en chambre. Ce fut une longue dissertation sur les accords circonscrits et sur les liaisons organiques. Dans cette longue et « studieuse » analyse, il fut clairement démontré que si la lutte nous obligeait parfois à réaliser des accords circonstanciels avec des partis politiques, par

contre, nous ne devions jamais accepter les liaisons organiques sans courir le risque de céder d'être anarchistes.

C'était vraiment trop de science, Monsieur de la Palisse en eût dit autant.

Ce sont les événements d'Espagne qui sans doute ont fait germer cette idée. Le Front Révolutionnaire, est la première répercussion internationale de la lutte héroïque du prolétariat ibérique. Nous ne pouvons que nous en réjouir.

Il est bon de se rappeler que la première répercussion de la révolution bolchevique russe sur le prolétariat international, fut de le diviser, de le tronçonner. Le Komintern fut le principal responsable des luttes intestines qui déchirèrent la classe ouvrière dans les quinze dernières années et qui déterminèrent de nombreuses défaites. La première répercussion internationale de la Révolution libertaire espagnole fut de rapprocher les diverses fractions du prolétariat révolutionnaire.

Pour beaucoup d'ouvriers révolutionnaires le triomphe de nos camarades de la F. A. I. à Barcelone a semé l'espoir d'un avenir nouveau.

La faillite du Bolchevisme à travers le monde et en Russie en particulier, la faillite de la Sociale-Démocratie ont créé une crise idéologique profonde dans le prolétariat. Crise qui fut une véritable nuit dans laquelle la classe ouvrière se débattait, quand de l'autre côté des Pyrénées, la grande révolution à caractère libertaire

éclata. Tous les regards se portèrent de ce côté. Une idéologie nouvelle apparaissait pour beaucoup de travailleurs.

Pour la première fois les organisations syndicales prenaient le contrôle de la production. En dehors de toute forme dictitaire, un monde nouveau s'élaborait.

N'abusant pas de leur influence prépondérante, nos camarades de la F. A. I. et de la C.N.T. travaillaient à sceller l'union de toutes les forces révolutionnaires, contre l'ennemi commun. La démocratique ouvrière, expression politique du prolétariat, prenait naissance. Cette saine compréhension des événements ne devait pas tarder d'avoir des résultats heureux dans les pays limitrophes. L'exemple des révolutionnaires ibériques devait faire naître dans notre pays l'idée du Front Révolutionnaire.

R. FREMONT.

(Lire la suite en 4^e page.)

Sour assassin...

La lutte se poursuit sur tous les fronts d'Espagne, et notamment à Madrid, avec un acharnement désespéré de la part de Franco et confiant du côté des miliciens. L'armée fasciste, ravitaillée par les dictatures mussoliniennes et hitlériennes, recourt aux procédés de destruction les plus effroyables.

La photo ci-dessous représente quelques spécimens des bombes aériennes jetées par les avions de la police fasciste sur Madrid.

Chargées des explosifs les plus récents, ces bombes, dont on a une idée de la gravité par le petit nain placé entre elles, accomplissent dans la capitale espagnole d'épouvantables ravages.

La « science » insensée des inventeurs de procédés de destruction a trouvé ainsi dans l'Espagne, un champ d'expérience inespéré. On dit que ces bombes sont d'origine allemande. Elles auraient paraît-il donné entière satisfaction !

Les victimes qu'elles font sont en effet très nombreuses.

Franco et ses soutiens sont donc très satisfaits.

Leurs admirateurs français viendront après cela nous parler des excès des révolutionnaires.

La photographie de notre affiche, que nous publions, ne donne qu'imparfaitement le sens qu'elle exprime réellement. Sur les murs où elle a été collée, elle a fait vraiment sensation.

Mais les 10.000 exemplaires sont épuisés. Ils ont été enlevés en cinq jours. Nous excusons donc de ne pouvoir satisfaire aux dernières demandes qui nous ont été faites.

Nous allons continuer cette propagande qui est une des plus profitables à la cause de l'antifascisme ; déjà, nous envisageons le tirage d'une autre affiche dont la portée sera considérable aussi.

Les encouragements à persévérer dans notre action nous parviennent de toutes parts, et il nous plaît de les enregistrer. Nous savions que nous étions dans la bonne voie et nous ne voulions pas nous en écarter, mais nous apprécions le réconfort que nous procurent les approbations des uns et des autres.

A tous, nous adressons nos remerciements et faisons connaître notre désir d'agir toujours de plus en plus activement en faveur de la révolution espagnole.

LE COMITÉ POUR L'ESPAGNE LIBRE.

En France, sous le Front populaire comme sous le Front national, on amnistie tout,... sauf de s'être refusé à faire de la chair à canon.

Tout pour notre révolution sociale d'Espagne
Rien pour leur guerre

par ERNESTAN

La guerre civile d'Espagne pose devant nombre de militants anti-guerriers des problèmes troublants et délicats.

Mais précisément parce que la question est délicate et grave, il faut l'aborder franchement et y répondre avec clarté.

Précisons premièrement que les événements d'Espagne sont, au sens le plus exact du terme, une révolution sociale. La seule particularité qu'elle comporte, c'est qu'elle fut déclenchée par une offensive de la contre-révolution.

Or, il résulte acquis que si nous sommes contre la guerre, nous sommes révolutionnaires. On peut même dire que nombre d'entre nous sont révolutionnaires principalement parce qu'ils sont contre la guerre. Que si la guerre était un phénomène inconnu, le capitalisme — quelle que soit sa forme politique — devrait l'inventer.

Il est donc normal et juste que nous soyons corps et âme avec nos vaillants frères d'Espagne dans leur lutte sans merci.

Cependant, pour des raisons qu'il est superflu de rappeler, la guerre civile d'Espagne ne resta pas seulement le fait des citoyens espagnols.

Le premier jour, les troupes de Franco furent constituées de mercenaires africains, puis espagnols, turcs, et payés, par les fascismes italien, portugais et allemand.

L'autre côté, la Russie fournit un appui considérable. Enfin, chacun sait que, dans des mesures variables, de nombreux gouvernements manœuvrent et intriguent suivant leurs intérêts momentanés ou permanents.

Il en résulte une situation pleine de confusion que certains rendraient volontiers si confuse que les travailleurs seraient entraînés dans la guerre comme par une inexorable fatalité.

Nous sommes là précisément pour dissiper cette confusion et déjouer ces manœuvres.

En réalité il s'agit ici de deux choses essentiellement distinctes et que l'on ne peut confondre.

1. La Révolution Espagnole qui résulte de l'opposition irréductible entre exploiteurs et exploités, entre réaction et progrès social.

2. La préparation et l'exécution de la guerre mondiale qui résulte des règles du jeu capitaliste, étatiste et militariste.

En fait, l'Europe voit de plus en plus augmenter.

...les enfants des hommes

Ci-contre la reproduction de l'affiche émouvante que le Comité pour l'Espagne libre a éditée et qui a été apposée en province et sur les murs de Paris, la semaine passée.

Il faut signaler d'ailleurs que rarement affiche a été autant maltraitée que celle-ci.

Police, fascistes, se sont comme ligues pour les lacérer.

Il n'empêche que ces témoignages éloquents de la barbarie fasciste ont quand même fait un effet intense sur la population parisienne.

En maints endroits, nous avons été témoins des réactions généreuses de nombreuses personnes indignées de ces innombrables atrocités.

Mais il convient de traduire en actes cette indignation et d'affirmer sans relâche notre solidarité directe envers nos frères d'Espagne qui luttent contre ces sauvages.

LES AVIONS FASCISTES BOMBARDENT LES ÉCOLES EN ESPAGNE



mener sa tension et s'accumuler les nuées d'orage. Bientôt ne manquera plus que le prétexte.

En 1914, ce fut le coup de revolver d'un vague étudiant serbe.

En 1937, ce pourrait être la révolution espagnole ou tout autre chose.

Ne confondons pas un instant prétexte avec cause.

Tout pour notre Révolution sociale d'Espagne !

Rien pour leur guerre !

Notre ligne de conduite à cet égard est simple et ferme.

Jamais, sous aucun prétexte, d'union sacrée.

Jamais le sac au dos derrière (ou plutôt devant) la dictature de nos Etats capitalistes.

Nous n'avons qu'un ennemi. Notre ennemi social et il est toujours premièrement à l'intérieur.

Aigrir autrement serait aller à notre perte et trahir nos frères d'Espagne. Ils nous ont donné un trop bel exemple pour que nous ne le suivions pas.

Jusqu'au bout !

ERNESTAN.

Kerillis le Francophile

Champion du cléricalisme, grand-prêtre du chauvinisme et agent zélé du Comité des Forges, M. Henri de Kerillis vient de faire en Espagne « nationale » un voyage dont il narre les péripéties dans l'*« Echo de Paris »*.

« J'ai vu, écrit-il en substance, les carlistes à bretelles rouges, paysans de Navarre et qui, dignes descendants des valeureux chouans de la grande Révolution, se battent pour leur Dieu. « Dieu est avec nous, disent-ils, et c'est grâce à lui que nous vaincrons ! »

Si nos souvenirs sont bons, pendant la dernière guerre du Droit, il y eut, certain jour de la Fête-Dieu, des fidèles réunis en procession à Karlsruhe qui pensaient eux aussi : « Dieu nous protège », et qu'un Kerillis-aviateur, volant en rassemblement militaire fort proprement, les envoyait s'assurer sur le champ de l'authenticité du paradis.

C'est que ces bons chrétiens, s'ils étaient catholiques tout comme M. de Kerillis lui-même, avaient pour ce dernier le grand désavantage d'être allemands. Car en ce temps-là, le rédacteur de l'*« Echo de Paris »* était plus national que religieux.

Aujourd'hui, M. de Kerillis est toujours patriote, mais à la manière de Franco, c'est-à-dire qu'il est prêt à assassiner la moitié de sa patrie pour conserver à l'autre ses priviléges. Du reste, M. de Kerillis l'avoue lui-même, il admire Franco sans réserves. « Il faudra bien, dit-il, que tout le monde reconnaîsse en ce héros un géant de l'Histoire ! » Et il ajoute : « Il faut soutenir Franco. »

Ceci ne nous étonne nullement de la part de cet affairiste, militariste et calotin de la droite brandit alternativement le sabre et le goupillon, pour employer l'image consacrée, cependant que l'autre main arrondie en forme de sébille sollicite des magnats la juste rétribution de sa propérande.

Mais ce qui est insensé, c'est qu'en France, à Paris, dans cette France qui se dit généreuse, et ce Paris qui se prétend révolutionnaire, un de Kerillis puise dans la salle des Ambassadeurs réunir impunément tout le grain de la bourgeoisie, laquelle applaudit à tout rompre l'histrion proclamant : « Il faut sauver Franco ! » Autrement dit, un crime se commet, prétons main-forte aux assassins !

C'est donc là en pleine capitale, au rez et à la barbe du prolétariat toute une bande de complices qui s'assemblent, des complices qui cyniquement s'avouent, des complices qui bravent !

Mais aussi, pourquoi bravent-ils, sinon parce qu'ils sont assurés de l'impunité ? Pourquoi cette réunion des Ambassadeurs annonce à grand fracas, sinon parce que ces honoreux en smoking et ces douairières, à face-à-main savent parfaitement qu'ils ne seront pas dérangés ?

Alors, peuple révolutionnaire, es-tu donc

torale ou pour meeting de protestation, et, alors que pullulent les gueules antipathiques, il ne reste que les nuages pour attirer les poings fermés ? Va-t-on toujours n'entendre comme cris révolutionnaires, que « Blum à l'action » alternant avec le modérateur : « Discipline, camarades ! », tandis que les feuilles dites ouvrières salissent ceux qui passent aux actes de l'épi-thète de provocateurs ? Le prolétariat est à ce point domestiqué qu'il ne puisse plus donner à sa colère que des sursauts préalablement réglementés par la Préfecture de Police ?

En ce cas, les fascistes auraient bien tort de se gêner.

Nous voulons croire que cette incroyable passivité n'aura qu'un temps et que le peuple va comprendre qu'il ne doit pas tolérer pareil cynisme de la part de ses ennemis. Nous espérons qu'il va se rendre compte que le temps des discours est révolu et qu'il faut passer aux actes. C'est une question de vie ou de mort.

Car à l'instar de Franco en Espagne, M. de Kérillis pense qu'il est nécessaire pour que règnent l'ordre et l'harmonie de faire fusiller la moitié de la France. Et nous sommes absolument de son avis.

Nous ne sommes plus d'accord avec lui sur la moitié qui doit disparaître. Voilà tout.

Maurice DOUTREAU.

ABONNEZ-VOUS

le
libertaire

A
BESOIN DE
L'AIDE
EFFICACE
DE SES
AMIS

ABONNEZ-
VOUS

52 Numéros... 22 fr.
26 — 11 fr.
ETRANGER
52 Numéros... 30 fr.
26 — 15 fr.
Chèque postal :
N.Faucier, Paris 596-03
9, rue de Bondy, Paris (10).
Tél. : Botz, 68-27

Je, soussigné, déclare souscrire un abonnement de
à partir du
pour la somme de
dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE :

..... le 193.....
Nom
Ville
Rue
Département

Propagande par la chanson

L'itinéraire suivant est déjà arrêté en principe :

27 décembre, Château-Thierry ; 6 janvier, Pré-Saint-Gervais ; 8 janvier, 15^e arrondissement ; 15 janvier, Asnières ; 17 janvier (matinée), Noisy-le-Grand ; 22 janvier, Saint-Ouen ou Livry-Gargan ; 23 janvier, 17^e arrondissement ; 24 janvier (matinée), Ermont ; 30 janvier, Bagnolet ; 31 janvier (matinée), Gentilly ; 5 février, Colombes ; 7 février (matinée), 14^e arrondissement.

Les affiches étant prêtes, prière aux secrétaires des groupes ci-dessus de confirmer les dates en indiquant : 1^o l'adresse de la salle ; 2^o l'heure ; 3^o le prix des places ; 4^o le nombre d'affiches dont ils auront besoin.

Les autres groupes n'auront qu'à se baser sur l'itinéraire ci-dessus pour retenir une date, n'importe laquelle, sauf le 10 janvier, jour de la fête du LIBERTAIRE.

U.A.

L'ÉCOLE DU PROPAGANDISTE

Nous avons reçu pour ce travail le meilleur encouragement que l'on pouvait souhaiter : des adhésions.

Nous sommes obligés d'abandonner le projet de faire ces cours au *Libertaire*, entre quelques copains. Une plus grande salle sera nécessaire.

Nous allons pouvoir entreprendre dès la première semaine de janvier un travail suivi d'éclaircissement de nos buts, de nos méthodes, de notre doctrine, de notre situation dans la tourmente politique et dans le monde ouvrier.

Le travail entrepris mérite, de la part des camarades, une attention soutenue. Nous avons dit précédemment comment nous envisagions le problème : en dehors de toute mécanisation de pensée, former en un temps très court des propagandistes par une exposition qui ne doit pas dépasser la moitié du cours, c'est-à-dire une heure au maximum, et suivie d'une discussion collective.

Nous prétendons ainsi échapper à la mécanisation d'une idée personnelle à un militant et nous parer en même temps, dans ces cours, de la discussion stérile des meetings.

C'est une synthèse qui doit sortir de chaque question étudiée et la reproduction de ces cours doit refléter l'exacte position historique de la pensée anarchiste. C'est un gros effort de synthèse, la seule possible, à base idéologique, que nous demandons à tous nos camarades. Nous pensons qu'il peut en résulter un bien énorme pour nos idées. Nous verrons à l'expérience si nous avons visé trop loin dans notre espérance.

Nous avons dès maintenant la certitude matérielle qu'on cherche dans les milieux ouvriers à s'échapper de l'atmosphère étouffante, démoralisante du marxisme. Il flotte partout un grand espoir moral de liberté. Nous assistons, non pas à une faillite, comme on le prétend vulgairement, mais à un renouveau de la démocratie. C'est par l'étude des conditions qui ont permis un écoulement qui fait parler de failles que nous parviendrons à régénérer ces principes de liberté et de démocratie ouvrière, à travers des militants qui ont le devoir impérieux de se fortifier dans ces idées.

Dans cette école, il y a place pour tous. L'organisation elle-même doit refléter le désir de faire en commun une œuvre utile. Nous consulterons les camarades déjà inscrits sur la meilleure répartition du travail et de la discussion.

Les comptes rendus des cours seront de fait la matérialisation la plus actuelle du point de vue anarchiste. Cette simple remarque mettra les camarades en face de l'importance de ces cours pour lesquels nous espérons recevoir cette semaine quelques adhésions de plus.

Pour tous renseignements, écrire à Daurat, au *Libertaire*.

Notes et Glances

♦ Le Vaulet a fait imaginer par un de ses nègres, dimanche dernier, une scène grandguignolesque : un François engagé volontaire chez les militaires, fait prisonnier par les rebelles est fusillé sur l'ordre de Franco pendant que « les camarades dirigeants de Paris prennent l'apéritif. » Et Feu-Pied « trouve que les Français qui vont se mêler, sur le terrain, des cosaques de l'Espagne sont des idiots... C'est qu'il est expert en la matière, le drôle ; car entre 1914 et 1918, il ne s'est guère mêlé, sur le terrain, des choses de France — pas plus que de celles de sa Belgique natale, d'ailleurs. La grandeur de son patriottisme l'attachait à d'autres rives. »

♦ Dimanche, à Villejuif, on a célébré les vingt ans de vie militante de P.V.C. Ce fut charmant. En une, sur l'*Huma* de lundi, les kilos de blanc se mêlèrent fraternellement aux kilos de rouge. Plantes vertes au premier plan. Air constipé de tout un chacun. Heureusement que pour déridier les invités, il y avait le petit rigolo de la troupe, le sénateur vénéré, Marcel Cachin lui-même, qui rendit hommage à la fidélité indéfectible de Veillant à notre Parti et à la grande cause qu'il défend. « Avouez que comme vaccherie on ne pouvait trouver mieux. Et, devant cette nouvelle définition du politicien fétid qui ne menacent personne, mais s'abstinent simplement à vouloir vivre sans encourrir le risque d'avoir sur les mains le sang de leurs frères en humilité. »

♦ C'est sans doute trop demander à ces singuliers révolutionnaires, si fiers d'être Français, d'avoir fait la dernière et qui travaillent si utilement pour la prochaine. — Pierre Maudès.

Et attendant, le gouvernement de Front populaire, avec un peu de retard fait voter, sous forme d'une amnistie qui est loin d'être générale, les éternes de quelques pauvres bougres... et de M. Charles Maurras.

Certes le maintien en prison ou la libération de l'homme au couteau de cuisine me laisse indifférent. Une amnistie générale ne doit comporter aucune exception.

Mais alors qu'on en fasse profiter les insomnes et les objecteurs de conscience qui, eux, ne menacent personne, mais s'abstinent simplement à vouloir vivre sans encourrir le risque d'avoir sur les mains le sang de leurs frères en humilité.

C'est sans doute trop demander à ces singuliers révolutionnaires, si fiers d'être Français, d'avoir fait la dernière et qui travaillent si utilement pour la prochaine. — Pierre Maudès.

Depuis que le patronat

et de la bourgeoisie

et de la police

et de la finance

et de la presse

et de la culture

et de la science

et de la technique

et de la politique

et de la religion

et de la morale

et de la santé

et de la famille

et de la nature

et de l'art

et de la littérature

et de la philosophie

et de la psychologie

et de la sociologie

et de la statistique

et de la métrologie

et de la météorologie

et de la géologie

et de la minéralogie

et de la chimie

et de la physique

et de la biologie

et de la zoologie

et de la botanique

et de la zootechnie

et de la zoogéographie

et de la zoologie

et de la zoophysiologie

Quand Ramon Franco voulait tuer Mussolini

En avril 1931, au moment de l'abdication d'Alphonse XIII, je suivais les cours de l'Université de Bruxelles. La proclamation de la République espagnole fut un événement historique si grand, et donna lieu à tant d'espérances sur la décomposition finale du fascisme international, que je me dirigeai immédiatement sur l'Espagne pour suivre les événements.

Le Ramon Franco me réservait une surprise que j'étais loin d'imaginer.

Il lui demandai de m'aider à réaliser un raid de propagande de quelque envergure en Italie. Il en avait les possibilités.

Il me répondit tout de suite qu'il estimait ce genre d'activité tout à fait insuffisante, sinon complètement inutile et sans signification politique.

Allant plus loin que mes espérances, il me proposa de m'aider à réaliser un raid de bombardement sur Rome, en prenant pour objectif Monte Citorio et la villa Torlonia, résidence d'été de Mussolini et de sa famille.

Il estimait qu'une dizaine de bombes de 50 kilos sur la capitale du fascisme auraient un effet prodigieux.

Il m'offrit, pour réaliser cette entreprise, un Bréguet-Bidon qui avait un rayon d'action de plus de 60.000 kilomètres, ou bien, si je le préférerais, Franco mettrait à ma disposition un hydravion du type qui lui servit à la traversée de l'Atlantique, un bimoteur Savoia-Marchetti, qui se trouvait aux Baléares et qui pouvait transporter un chargement de bombes plus élevé. Il me laissait choisir.

Le projet est assez plaisant, lorsque l'on considère le rénégat d'aujourd'hui, allant à Rome supplier Mussolini d'envoyer du matériel et des hommes pour assassiner ses compatriotes.

D'un article de Juan Bassanesi, ancien maître italien, démocrate qui, au cours d'un vol sur Milan en 1930, laissa tomber des proclamations contre le fascisme, paru dans le Bulletin d'Information C. N. T. et F. A. I. du 8 décembre.)

CE QUE LES ANARCHISTES ESPAGNOLES PENSENT DU PARLEMENT

La Soli du 18 décembre a publié un article dont nous extrayons le passage suivant, qui indique bien ce que nos camarades pensent de l'action dans les vieux organismes parlementaires. On voit qu'ils ne s'illusionnent nullement sur l'insuffisance de cette action et que les « déviations » ou « failles » dénoncées par certains donneurs de férule n'ont pas autrement d'importance...

Nous croyons que nous ne sommes pas à l'époque des farces et que le Parlement national et le régional devraient être suspendus, dissois, jusqu'à nouvel ordre. On nous dira que la Constitution l'empêche. Mais, pauvre Constitution ! elle devrait être également en suspens, puisque nous savions que nous ne pourrions en tenir compte dans beaucoup de cas. Et dans les cas où cela pourrait être comme « la prolongation de l'état d'alarme » de mois en mois, alors cela devient véritablement grotesque.

Tout doit être revisé. Cette Constitution de la République et ces Parlements n'autorent pas leur place dans l'avenir de la Révolution espagnole.

HATEZ-VOUS DE SONGER aux étrennes des miliciens

Notre appel de la semaine dernière en faveur des étrennes des miliciens et la publication de nos centres locaux ont eu ce double résultat de faire affluer de nombreux colis-étrennes individuels et de susciter la création de nouveaux centres actuellement en formation et auxquels l'activité des militants dévoués saura donner une vie active et profitable à la cause des héros combattants antifascistes.

Dans la banlieue parisienne, notamment, une saine émulation s'est emparée de nombreux camarades qui se dépensent sans compter pour rallier autour d'eux les meilleures volontés et intensifier au possible l'effort de solidarité morale et matérielle qui est du à nos frères d'Espagne.

Nos amis de la région lyonnaise ne leur cèdent d'ailleurs en rien sur ce terrain. Leurs seize comités locaux, qui ont à leur actif le meilleur bilan d'activité, ont fait partir encore cette semaine près d'un camion de marchandises diverses à destination des miliciens.

Tous ont compris leur devoir en cette circonstance et la nécessité qui s'impose, pour nous sauver nous-mêmes du fascisme, de soutenir par tous les moyens possibles la lutte sans merci que livre actuellement le prolétariat d'Espagne pour l'écrasement définitif.

Il importe donc que l'activité que nous signalons plus haut se généralise rapidement. L'époque des étrennes est particulièrement propice à attirer l'attention de tous les antifascistes sur le sort des miliciens, rendu plus tragique encore par les rigueurs du froid, s'ajoutant aux innombrables difficultés qu'ils rencontrent dans le combat égal auquel les contraignent la politique du blocus intégral.

Tous nos centres locaux, tous ceux de nos amis qui veulent aider efficacement au soutien de l'Espagne ouvrière, doivent profiter de cette circonstance exceptionnellement favorable pour amplifier leur action. Qu'ils nous réclament sans tarder les listes de souscription qui leur serviront à collecter les fonds nécessaires à l'achat de nouveaux colis-étrennes individuels (il en faut des milliers) auxquels les miliciens sauront faire l'accueil qui convient. Qu'ils se mettent en campagne pour recueillir les dons en nature, non seulement chez les particuliers mais aussi chez les commerçants, coopératives, etc., en ces domaines le champ est ouvert à toutes les initiatives.

Qu'ils fassent enfin, que, pour les miliciens, le moment des étrennes marque le point de départ d'une action accrue en faveur du soutien moral et matériel dont ils ont tant besoin.

LE CENTRE DE RAVITAILLEMENT DES MILICIENS ANTIFASCISTES

REPORTAGE OBJECTIF

Les réalisations scolaires et l'éducation

Est-il besoin de signaler ici ce que chacun sait depuis longtemps, à savoir que l'Espagne, ployée depuis des siècles, sous la lourde tyrannie cléricale fut, jusqu'à l'avènement de la République qui, du reste, ne date que de quelques années, l'un des pays les plus ignorants de l'Europe. Littéralement pourri de prêtres et de moines de toutes robes qui s'étaient fait, de cet infortuné pays, une vraie terre d'élection, le peuple espagnol, dans son ensemble, ne connaissait certes pas les joies du savoir ! Pire encore : tout ce qui était courageusement tenté dans le but de remédier à un aussi lamentable état de choses, tous les essais, même les plus timides, osés par certains précurseurs, étaient férolement combatis par l'engueule religieuse. Faut-il rappeler l'assassinat monstrueux de notre grand Ferrer, coupable du crime inexplicable d'avoir fondé l'Ecole rationaliste qu'il considérait comme de nature à rénover l'éducation misérable servie au peuple d'Espagne, mais jugée, par l'Eglise, comme la plus abominable des hérésies !

Dans ce domaine, plus peut-être que dans aucun autre, nos camarades de la Catalogne se devaient d'apporter les réformes les plus profondes, une révolution véritable. Le problème de l'éducation qui, pour tout révolutionnaire, est le problème capital, le problème des problèmes, ne pouvait point, vous le pensez bien, laisser indifférents nos amis.

Dans les locaux spacieux et élégants d'une institution religieuse désaffectée — l'Institution de Lesseps — ont été installés les services, nouvellement créés, du Conseil de l'école unifiée. C'est là que nous nous rencontrons avec l'excellent camarade Puig, militant anarchiste, homme affable autant que cultivé, et qu'on peut considérer comme le ministre de l'Instruction publique de la Catalogne. Son jeune secrétaire, d'une rare amabilité et possédant parfaitement notre langue, nous fournit, sur l'Ecole unifiée, ce qu'elle est déjà, sur ce qu'elle sera de main, tous les renseignements désirables.

Nous nous souvenons tous des controverses interminables, des retentissants débats parlementaires qu'occasionna, chez nous, en France, le projet qui est toujours et pour longtemps encore, sans doute, à l'état de projet, visant la création de l'Ecole unique !

A-t-il suscité suffisamment de polémiques ? Mais malgré tout, bien que louable en son essence, ce projet est resté, jusqu'à présent, lettre morte. La France est un pays qui parle beaucoup, mais qui agit moins !

Et c'est ainsi que vers la fin d'octobre s'ouvraient, rien qu'à Barcelone et dans des conditions qui font vraiment honneur à nos vaillants amis de l'Ecole unifiée, s'ouvrèrent soixante-dix-neuf écoles nouvelles, comportant chacune huit à dix classes, où prenaient place, tout à la fois filles et garçons, quelque 27.000 enfants du peuple.

Cette première réalisation sera suivie d'autres, cela est certain. Il reste d'autres enfants à caser, la Monarchie ayant toujours condamné, dans la seule ville de Barcelone, 50.000 enfants à l'ignorance la plus complète ! Seul, le financement d'un aussi vaste projet met encore entrave à sa totale réalisation, mais avec la volonté, la ténacité qu'en leur connaît, tout nous fait espérer que nos amis parviendront à vaincre ces difficultés, tout comme celles dont leur rude chemin fut semé, et qui doit les conduire à ce but ardemment convoité de faire, d'ici vingt ans — le temps nécessaire pour former une génération — d'une Espagne illettrée, l'un des pays les plus solidement et les plus humainement cultivés !

EN CATALOGNE

Le nouveau Conseil de la Généralité

Après une crise qui a duré une semaine, le nouveau Conseil de la Généralité a été, ainsi qu'on sait, constitué de la manière suivante :

Défense, François Esgleas (C.N.T.); Services publics, Jean-Joseph Domenech (C.N.T.);

Economie, Diego Abad de Santillan; Hygiène et assurances sociales, Pierre Hererra (C.N.T.);

Justice, Raphaël Vidiella (U.G.T.); Ravitaillement, Jean Comerera (U.G.T.); Travail et Travaux publics, Michel Valdes (U.G.T.);

Finances, Jean Tarradellas (Gauche républicaine);

Enseignement, Antoine-Marie Sbert (Gauche républicaine);

Sûreté intérieure, Arteme Aiguade (Gauche républicaine);

Agriculture, Joseph Calbert (président de l'Union des métayers).

On remarque tout de suite que quatre des principaux postes sont détenus par nos camarades de la C. N. T. — notamment la défense et l'économie.

On remarque également — fait très important — que les deux partis marxistes, le P.O.U.M. et le P.S.U.C., qui, par leur rivalité, avaient fait naître la crise, sont éliminés politiquement du nouveau Conseil.

C'est la C. N. T. qui a voulu que fussent renvoyés à d'au moins les deux parties qui, par leurs querelles stériles, risquaient de disloquer le bloc antifasciste.

Et nous dirons que c'est très bien ainsi.

La direction des affaires publiques est donc, de la sorte, confiée aux organisations créatrices que sont les syndicats ouvriers et les associations paysannes, qui dominent très largement dans la nouvelle formation. Dès les premiers jours de la révolution, la C. N. T. l'avait d'ailleurs préconisée.

La Soli, qui commente la composition du nouveau Conseil, fait justement remarquer que les influences politiques des partis évinçés peuvent continuer à l'intérieur de l'U. G. T. dont ils se disputaient la direction. Cela n'a pas d'importance pour la vie sociale, qui reste aux mains des organisations syndicales, et surtout de la C. N. T., dont l'unité inébranlable apparaît comme un exemple.

La grande confédération, dont l'esprit si unitariste a permis que cette crise fut résolue sans heurt, a donc le droit — elle qui a su, par son libéralisme politique, faire place aux secteurs non ouvriers et non libertaires — à donc jouer parfaitement ce rôle d'arbitre que lui assignait tout naturellement sa puissance sociale et son influence effective.

Elle a dit avec force que pour vaincre le fascisme, il n'y avait qu'un moyen : le maintien indéfnable de l'unité révolutionnaire. Et par un éditorial de la Soli du 17, elle a déclaré que « jamais elle ne séparerait la reconstruction économique inspirée des normes les plus avancées du socialisme, de la guerre contre la réaction, contre le fascisme. »

Et pour conclure, elle ajoutait, ramenant l'incident politique à ses justes proportions : « La politique pure n'est pas notre fort. Notre fort, ce sont les syndicats et ils forment avec notre amour de la liberté les facteurs appelés à créer une société meilleure. »

On ne saurait mieux dire.

AUX AMATEURS "D'ART" DU MONDE ENTIER

NOTRE ami José Mavilla nous a adressé pour le Libertaire le remarquable article qu'on lit ci-dessous. Mavilla, a eu raison d'appeler l'attention des amateurs d'art sur le caractère humanitaire esthétique d'une révolution qui tente de libérer l'homme espagnol de l'emprise séculaire de la religion catholique.

Ce n'est un secret pour personne que le changement d'existence en Espagne sera absolu, définitif et, avec le temps, il est nécessaire qu'inexorablement disparaîsse le passé.

Rien ne doit être sauvé ; l'affondrement colossal a commencé déjà et la poche continue d'attaquer les vieux ciments archaïques avec un tel brio, et d'une façon si réussie, qu'à chaque coup on détruit un pilier.

Et quant à la vision... Comment trouver quelque part une vision qui soit la meilleure partie de celle que nous offre la victoire obtenue par l'humile peuple espagnol contre le superbe et tout-puissant Dieu, créateur du ciel et de la terre ?

Où, historiens ! votre plume a-t-elle pu enregistrer une semblable bataille ?

Venez en Espagne, historiens du monde entier, venez contempler la beauté sublime de ce peuple qui gagne une bataille avec une telle modestie contre ce superbe et puissant Empereur. Ne manquez pas ce spectacle aussi beau qu'instructif, vous qui enregistrez les trésors spirituels du monde. Venez contempler la victoire complète, écrasante et définitive de l'humile contre le puissant.

Ici, vous avez d'abondants motifs pour que votre génie se perpétue, inscrits à travers les temps, en pages ineffacées.

Venez contempler l'œuvre de vingt siècles de préparation spirituelle d'un peuple, et vous pourrez, enfin, recueillir avec vos pinceaux, si cela vous agréé, la splendide moisson de tout un idéal fertilisé par le sang de ses martyrs, donnant la plénitude de ses bénéfices à ceux qui le propagèrent avec tendresse et le défendirent avec valeur.

Le spectacle est beau. Venez le contempler, ô peintres de toutes les Ecoles, je vous

souhaite que vous pourrez recueillir des idées, ébaucher des croquis incomparables de cette bataille, dans laquelle le tout-puissant Empereur chrétien a perdu son existence.

Contemplez ces attributs sacrés, convertis en simples verres de table par les jeunes gens aguerris qui, satisfaits de leur colossale victoire, la célèbrent avec une joie infinie, stupefaits que le Tout-Puissant soit parti, au milieu des ruines de ses nombreux palais.

Vous aussi, poètes, vous qui avez chanté si souvent au son des lyres de vos pensées, des strophes sentimentales.

Au murmure du ruisseau, au bourdonnement de l'insecte et au parfum de la fleur, à l'épouvantable tempête comme à l'éclair fulgurant et à l'ouragan qui détruit et au séisme dévastateur... Venez ici, ô poètes ! Je vous le demande en grâce, vous entendrez une musique nouvelle d'un auteur inconnu. Et vous lui donnerez des preuves d'humaine rédemption.

Vous verrez, dans le tourbillon de poussière qui s'élève ici, avec les ruines d'un monde qui, dans l'oubli, se rend, naturellement un autre monde, un monde qui crée une vie nouvelle.

Venez, poètes, venez ! Ici, le progrès vous attend ! Venez chanter la vérité simple, naturelle, sans euphémisme, nue, sans fleurs, telle qu'elle est. »

JOSE MAVILLA.

Décembre 1936.

AU BÉNÉFICE DES MILICES...

La magnifique toile qui nous reproduisons ci-dessous est de Vincent Cermignani. Notre ami l'a conçue et exécutée spécialement pour être mise en loterie au profit des combattants des milices espagnoles.

La toile représente la citadelle de l'île Sainte-Marguerite près de Cannes. Elle mesure environ 1 m. 25 sur 1 mètre. Ajoutons qu'elle est fort bien mise en valeur par un cadre approprié.

Cette toile — qui est exposée aux bureaux du « Libertaire » — sera attribuée par tirage au sort au cours de

la grande fête artistique que le Centre de ravitaillement du Comité pour l'Espagne libre organise le samedi 30 janvier à la salle Wagram.

Les billets de loterie du prix de un franc sont en vente au Comité pour l'Espagne libre rue d'Alésia, et au Libertaire 9 rue de Bondy. On peut se les procurer également par carnets de 10.

D'au nombreuses demandes ayant déjà été faites, qu'on se hâte pour être servi.

Ce sera pour le gagnant une bonne affaire et pour tous les participants une bonne action.

SITUATION AVANT LE 19 JUILLET 1936

A chaque coin de rue s'installaient des coiffeurs, sans aucun contrôle, la plupart du temps à crédit, pensant vivre sur le dos de l'ouvrier qui travaillait dans des conditions incroyables.

Le tarif était de 15 centimes pour se faire raser et 25 centimes pour la coupe de cheveux, sur lequel l'ouvrier touchait 50 % sans autre rémunération.

Il travaillait sans trêve, arrivant le plus souvent à ne gagner que 3 pesetas dans sa journée.

Les conditions d'hygiène étaient déplorables, surtout dans les quartiers populaires.

Dans les beaux quartiers, l'ouvrier gagnait 40 pesetas par semaine pour 9 heures de travail.

Et Barcelone comptait 300 coiffeurs sans travail.

SITUATION NOUVELLE

La C. N. T. a pris à sa charge la totalité des établissements de Barcelone et la banlieue. Elle a fermé 900 établissements jugés inutiles, réalisant ainsi une économie de 80.000

LES IDEES ET LES FAITS

LE MASOCHISME DE LA STUPIDITE

Il y a une chose plus grave que la trahison volontaire : c'est le masochisme de la stupidité. La presse bourgeoisie est unanime à louer cette semaine l'heureuse initiative de Vincent Auriol rétablissant dans les modalités de son nouvel emprunt la prime au vol et à la lâcheté du bourgeois français.

Il existe deux façons de considérer l'expérience d'un adversaire :

1^e) De son point de vue personnel par l'étude, la condamnation du plan de l'adversaire, en prononçant ses propres méthodes.

2^e) En se situant dans le plan de l'adversaire et en condamnant ses résultats par la logique même du système.

De ces deux points de vue, l'expérience économique du Front populaire est de bout en bout une capitulation misérable.

Arrivés au pouvoir en mai avec le plan d'une révision économique d'un idéalisme touchant, le Front populaire lâche le slogan d'une refutation généralisée, premier gage d'une évolution directe et voluptueuse, vers une socialisation sans secousses.

A peine au pouvoir, les rénovateurs essaient la double déclaration de méfiance du prolétariat et de la bourgeoisie.

Il était alors dans la logique qu'une réaction d'autorité vis-à-vis des cadres du capital, favorise la poussée vers une première étape du socialisme. Il était nécessaire que des expropriations possibles dégarnissent le terrain de l'expérience.

Pour toute mesure, le gouvernement doit voter des nationalisations par rachat, épargnant les principales armes de l'adversaire capitaliste.

Et pour paraître le recul, on lance dès l'éte un appel à la confiance bourgeoise qui se chiffrait en octobre par un fiasco total de l'emprunt.

On commence à douter alors de la logique du système. On lui impose l'entorse de la dévaluation qui ralenti une fois de plus contre les médiateurs la double colère de la classe ouvrière et de la bourgeoisie épargnante.

Mais, on n'abandonne pas encore dans les sphères gouvernementales l'espoir de redresser la ligne de l'expérience.

On annonce des mesures dictatoriales contre ceux qui ont garanti par de l'or et des devises étrangères leurs espérances de naufrageurs.

Mais, une fois encore, on reporte de jour en jour les menaces. L'or ne rentre pas et l'argent fuit. L'échec rabat le caquet des pourfendeurs.

Devant la tranquille assurance de la bourgeoisie, on rétablit la prime de l'or, qui se chiffre pour l'Etat par l'abandon des bénéfices de la dévaluation entre les mains des dévaluateurs.

Et l'on se loue de cette nouvelle mesure : on l'explique par la nécessité urgente de reconstruire le stock militaire de métal jaune, c'est-à-dire de renforcer la capacité belliciste de l'impérialisme français. On fournit comme raison à une lâcheté économique, une lâcheté politique plus grande.

Dans ce premier tournant de l'expérience, le gouvernement de Front populaire établit en un mot le principe du masochisme social de la stupidité.

LA PRIME AUX VOLEURS

Une règle de la guerre veut qu'on prévoit les points faibles de l'adversaire pour l'abattre, et ses points forts pour opérer opportunément des replis de tactique, avant que l'adversaire se forme clairement les possibilités que lui confère sa force.

Toute l'expérience du Front populaire a été la négation de ce principe.

Politiquement, en juillet, Léon Blum pouvait se permettre toutes les audaces. Les grèves ouvrières lui offraient un crédit politique illimité dans la lutte du socialisme contre la bourgeoisie.

Bien que nous condamnions pareille méthode, nous concevons parfaitement qu'il pouvait l'employer et qu'il fut réuni en canalisant les forces prolétariennes pour un renancement politique logique avec son système, la quasi-unanimité de la classe ouvrière. Mais Léon Blum, social démocrate dans la ligne de la capitulation, n'a pas voulu profiter d'une force dont il tremble encore de s'être cru le chef.

L'expérience financière devait suivre la même route et se précipiter aux mêmes échecs.

Le Front populaire, on ne plume pas la voulue bourgeoisie, on en attend les œufs d'or. On amorce cette ponte miraculeuse.

La bourgeoisie ne lâche rien que contre privilégiés compatis. Les promesses de paix sociale n'activent en rien les emprunts qui attendent la capitulation ouvrière. L'annulation des détenteurs d'or ne fait pas rentrer un milliard dans les caisses du Trésor. La bourgeoisie détentrice de métal, veuleuse de l'énergie financière, demande sa prime de vol. Elle exige que l'or lui soit repris au cours de la monnaie dévaluée. Et elle l'obtient.

UN SEUL MOT D'ORDRE:

REVOLUTION D'ABORD !

(Suite de la 1^e page.)

Par son tranquille courage en face des déclarations tumultueuses des ministres, la bourgeoisie a extirpé au Trésor sa prime de vol en poussant au chantage de la défense militaire de la France. Car elle-même, en reconnaissant les nécessités pour le Trésor de récupérer le métal jaune dans un but de défense nationale, en souffrant malgré tout cet or au Trésor et en rechignant à lui rendre, établit qu'il y eut vol de sa part avec chantage et prémeditation, le vol de la patrie bourgeoisie.

Et elle obtient que non seulement elle ne sera pas frustrée pour une opération de l'Etat-patrie, mais encore qu'elle encaissera dans un délai de trois ans 40 % de prime de vol, au nom de cette même patrie, et à la confusion d'un financier « révolutionnaire », qu'elle balayera demain pour l'avoir trop bien servie.

LE MOT DU PROLETARIAT

Pour la bourgeoisie, il y a quelque trente milliards d'or qui peuvent être dans trois ans quatre-vingt deux milliards de billets.

Pour le prolétariat, il y a un emprunt illimité qui viendra grossir sa dette à la bourgeoisie, dette à laquelle sont consacrées 40 % du budget.

Cet accroissement de la dette fera peser sur ses épaules une charge fiscale supplémentaire, avec la compensation morale d'avoir sué un peu plus pour les canons de son impérialisme.

D'erreurs en capitulations se poursuit la débâcle du Front populaire.

Après les accords Matignon, la fascisation syndicale.

Après la capitulation, l'assurance des forces gouvernementales, les lois sur la presse.

Après la refonte économique, la dévaluation et la déflation hypocrite des salaires. Après les manœuvres contre l'or, l'agenouillement devant l'or.

Après la moisson de l'or, le surarmement. Tel est le bilan gouvernemental.

« Après le Front populaire, le Front prolétarien. »

« Après la capitulation, la Révolution. »

LUC DAURAT.

Maneuvres en Méditerranée

(Suite de la 1^e page.)

L'Italie demanderait, en effet, que la légation britannique à Addis-Ababa fût transformée en consulat général, ce qui sous-entendrait une reconnaissance de fait de la souveraineté italienne en Ethiopie.

Nous connaitrons bientôt la suite de la négociation ; mais, dès à présent, on peut penser qu'elle sera laborieuse. Au surplus, l'Angleterre voudrait obtenir de l'Italie des assurances formelles et précises touchant le problème méditerranéen. Elle soupçonne l'Italie, sans doute avec quelque raison, de vouloir intriguer avec les généraux rebelles, en dépit des proclamations patriotiques de ces derniers. La présence de forts contingents fascistes dans les îles Baléares l'inquiète gravement. Elle pense que le gouvernement de Rome pourrait vouloir, en cas de victoire des gouvernementaux, garder ce précieux gage ou, en tout cas, le négocier. Partant de là, elle veut prendre toute garantie contre la duplicité italienne.

Si nous avons voulu exposer ici toutes ces manœuvres diplomatiques, c'est afin de montrer quelles pensées impérialistes sous-tendent les attitudes prises par les puissances devant les événements d'Espagne. Ceux-ci, comme il fallait s'y attendre, ont porté à leur paroxysme les conflits d'intérêts génératrices de guerre et, dans ces conditions, on peut craindre qu'ils ne déclanchent brusquement quelque incident irrémédiable. Il convient donc que la classe ouvrière suive de très près tous ces événements et qu'elle s'oppose, par tous les moyens, à une nouvelle guerre impérialiste dont elle ferait les frais.

LASHORTES.

UN SEUL MOT D'ORDRE:

REVOLUTION D'ABORD !

Le Coin des Jeunes

A BAS LES DEUX ANS!

ans ! » est l'expression matérialisée et concrète d'un des mots d'ordre de la libération prolétarienne : il faut supprimer l'armée — à travers la révolution.

J. A. G.

J. A. C.

Commission administrative de la J. A. C. — Réunion de la C. A. provisoire tous les mardis sans exception, à 20 h. 30, au « Libertaire ». Les adhésions sont reçues avant la séance.

II^e, III^e, IV^e. — Au café, 92, rue des Archives, 1^{er} étage, à 20 h. 30, tous les Jeudis.

Nous communiquons la vente du « Libertaire », samedi 26. Appel à tous les camarades voulant soutenir, notre action révolutionnaire.

V^e et VI^e. — Tous les jeudis à 20 heures 30 avec l'U. A., 22, rue Brocca.

VII^e, VIII^e, IX^e. — Les camarades désirant former un groupe J.A.C. sont priés d'écrire à Ringers, au « Libertaire ».

X^e. — Les Jeunes se réunissent avec le groupe de l'U. A.

X^e. — Tous les mercredis à 20 h. 30, café des Deux-Hémisphères, 65, Fg-Saint-Martin.

XI^e et XII^e. — Tous les jeudis, 170, faubourg Saint-Antoine.

XIII^e. — Tous les mardis à 20 h. 30, 199, boulevard de la Gare.

XIV^e. — Tous les jeudis à 21 h., au 36, rue de Vanves.

XV^e. — Tous les mercredis, salle Jourdan, 66, rue de la Convention.

XVI^e. — Tous les jeudis à 20 h. 30, au Café de la Rue Duhesme.

XVII^e. — Tous les mercredis, à 20 h. 30, 169, rue de Crimée.

XX^e. — Réunion du groupe J. A. C. avec le groupe adulte.

Golombes. — Tous les vendredis au « Bar Columbia », 56, rue de Saint-Denis.

Livry-Gargan. — Mercredi 30 décembre à 21 h., salle Gobbe, 58, avenue Vauban, aura lieu une causerie éducative sur le fascisme, racisme et dictature du prolétariat, par Georges Maurellet, 15, rue Saint-Roch, Angoulême.

Boulogne-Billancourt XVI^e. — Tous les lundis à 21 h., chez Cuvillier, 50, avenue des Moulineaux, Billancourt.

Nogent-sur-Marne. — Tous les mercredis à 21 heures, 49, rue de la Cristallerie.

Pré-Saint-Gervais. — Réunion tous les jeudis, 49, rue du Crapaud.

Angoulême. — Les camarades lecteurs du « Libertaire » et désireux de former des groupes J. A. C. dans leur ville ou village, sont priés de se mettre en relation avec le camarade Georges Maurellet, 15, rue Saint-Roch, Angoulême.

Marseille. — Ohé ! les jeunes au boulot, il y a du travail sur la planche et pour tous. D'abord sachez que les Jeunes se réunissent tous les jeudis à 18 h. au bar Chez-Vous, cours Liétaud, coin rue Chateau Redan, ceci pour les adhésions, et tous les dimanches matin à 8 h. à Provence, pour prendre le matériel et travailler.

Ohé ! les jeunes... au travail... que chacun de vous amène un autre jeune, et En Avant toujours.

Etudiants libertaires. — Les élèves de Facultés et de Lycées, militants ou sympathisants sont priés de passer un samedi après-midi au « Lib. » pour causer et envisager le travail pratique.

Tous les camarades désireux de former un groupe J. A. C. dans les villes où il n'en existe pas sont priés de demander des renseignements à Ringes, au « Libertaire ».

Une affiche de propagande générale est à la disposition des militants au prix de : 0.35 la pièce ; 30 fr. le cent.

Facilité de paiement pour les groupes.

Le premier devoir du militant est de diffuser le journal de son organisation. Jeune anarchiste, demande chaque semaine à la permanence J. A. C. les « Libertaire » que tu vendras le samedi et le dimanche à la criée.

L'EGOLE DU PROPAGANDISTE

Tous les militants sont informés qu'une réunion préparatoire se tiendra

Le mardi 29 décembre

A 20 H. 30 AU « LIBERTAIRE »

Les buts seront exposés et les méthodes de travail arrêtées en commun.

Dans la bastille de Clairvaux

La "salle de discipline" pour les fortes têtes

(Les lignes qu'on lira ci-dessous — extraites d'un livre à paraître de notre ami G. L. Vidal — donneront une juste idée du sort qui est fait dans les prisons de la République aux prisonniers).

Dans la geôle le voisin, le copain estime vous rendre service en murmurant : souffre et taï-toi. Lui aussi s'est peut-être révolté, mais les punitions l'ont brisé : ce n'est plus maintenant qu'un être servile, qui entend conserver sa peau par tous les moyens ; il fera toutes les bassesses pour que son corps ne souffre plus. Il y a quelques temps, il n'aurait pas voulu, se serait indigné, aujourd'hui — il y a mis le temps — il est à point : l'administration peut l'acheter, s'en faire un auxiliaire précieux pour les besognes que les gardiens hésitent à faire. Pour 0,68 de salaire journalier, plus un peu de café et d'autres « faveurs », cet homme deviendra un « prévôt », chargé de surveiller ses camarades ; et les gardiens, pourtant bien choisis, paraîtront de bons bougres à côté de ce traitre. Cet homme, au passé peu recommandable, que dominent les mauvaises passions, aura des droits parfois assez étendus sur ses co-détenus ; il sera halé et bénéficiera, de droit, de la protection des gardes.

« Tiens-toi tranquille, ne rouspète pas, même et surtout si tu es dans ton droit ;

demander de se moucher : courte liberté de la main où les doigts peuvent se déstendre. Le petit siège, cercle de fer, fait vite mal aux reins, et la douleur est bientôt aiguë ; aller aux cabinets (le seul déplacement permis) est un remède provisoire à ces lancinantes élancements, mais, comme il y a un tour d'éboulement, l'on ne peut y rester longtemps. Et puis, même en prison, les fortes conservent leur dignité... ou leur orgueil !

Après le repos, une ronde endiablée commence autour des bornes — le règlement — ou du moins ce qui nous en a été rapporté par certains surveillants, aucun règlement n'étant affiché dans une centrale — ledit règlement prévoit 120 pas par minute, les pas devant être allongés. Mais souvent le premier de la file, lequel bénéficie de meilleures faveurs pour entraîner ses camarades, dépassera de 10 francs pour les tenues ordinaires, et il pourront seraient bien suffisant ! Alors, il y a des élopés qui ne peuvent plus suivre, et tant qu'ils ne seront pas reconnus par le médecin de la prison, il faudra qu'ils marchent, qu'ils marchent tout le jour. « Il faut qu'ils marchent ! Ensuite, on verra à transformer leur peine de salle en peine de cellule ». La peine cellulaire conserve un peu plus du physique, mais, par contre, s'attaque dangereusement au mental, et bon nombre de détenus la craignent plus. A quoi peut-on bien penser sur cette piste, sinon à suivre exactement le copain placé devant, à ne pas se tromper de pas et à éviter de regarder en face le surveillant qui dans ce cas se sentirait humilié (sic !) et réagirait en notant « impertinence » sur son rapport ? Peut-on penser à sa dignité d'homme : a-t-on le temps de se dire : ai-je mal agi ? Seuls les fortes résistent, ils sont peu nombreux. Plus nombreux parmi les condamnés militaires, surtout parce que 50 % de leur effectif n'ont rien ou peu de choses à se reprocher. Quant aux autres, les pauvres victimes que l'ignorance a dé-

voyées et qu'on laisse dans l'ignorance d'une vie meilleure, plus noble, ils somb

VOIX DE PROVINCE

CHATEAU-THIERRY

Le Comité pour l'Espagne libre organise pour le 27 courant à Château-Thierry, une journée de solidarité en faveur de nos camarades espagnols. Vente d'insignes, cartes, etc., dans la rue et à domicile. Une opposition d'affiches sur les « tuers d'enfants » sera faite un peu partout, en ville et dans la région. Que la solidarité en faveur des combattants antifascistes s'affirme chaque jour davantage par l'envoi d'argent, de vêtements et autres dons en nature et que tous les camarades lecteurs du « Lib » et de la région de Château-Thierry, se mettent, à cet effet, en relations avec moi. Adresser tout envoi et demander listes de souscription à Louis Radix, centre Naturiste de Baccon, près Château-Thierry.

FEDERATION ANARCHISTE PROVENCALE

Assemblée générale mensuelle

Au moment où paraîtront ces lignes nous serons à quelques heures de l'assemblée générale mensuelle de la F.A.P., qui aura lieu à Toulon, salle Gouyon-Saint-Cyr.

Nous engageons vivement tous les groupements de la région, tous es camarades d'assister nombreux à cette assemblée générale dans laquelle le camarade Garrec, secrétaire du groupe de Toulon, délégué par le congrès de Lyon à la « Commission d'unité », fera le compte rendu de la première réunion de cette commission qui s'est tenue à Paris. Il aura du nouveau à nous apprendre et chacun tiendra à assister à notre assemblée qui s'ouvrira à 9 heures du matin, le dimanche 27 décembre.

Ordre du jour

1^e Compte rendu de la réunion de la « Commission d'unité » réunie à Paris, par le camarade Garrec.
2^e Propagande locale et régionale.
3^e Divers.

Le secrétariat : Denegri.

Fédération Provencale. — Le Bureau Fédéral se réunit tous les dimanches matin, bar du Petit Poucet boulevard Dugommier.

Ordre du jour : Organisation des conférences-films dans le département pour le 14-18 janvier 1937. Le secrétariat : A. Pascal.

PARIS-BANLIEUE

COLOMBES

Passons à l'action directe

Depuis toujours les réactionnaires de la révolution prennent notre brave ville de Colombes pour le siège de la réaction ; s'arrogent même le droit de faire et imposer leurs lois, allant même jusqu'à punir de quelques bons coups de matraques leurs sol-dit-sants qui se rebellaient.

Outre de se voir dépossédés et classés de ce qu'ils prenaient pour leur domaine, ces « honnêtes gens » firent appel à la Police « Républicaine » et le dimanche matin, Colombes devint lieu de rendez-vous d'individus casqués, bottés et armés que l'on appelle gardes mobiles, si bien que notre ville est mise en état de siège. Qui paye ce déplacement de force policière ? qui est une insulte à la soi-disant liberté républicaine !!!

Nous invitons les ouvriers de toutes les localités à suivre l'exemple de leurs camarades colombiens, qui est le seul moyen efficace pour renverser le régime capitaliste. René Brégot.

INTERCOMMUNAL BANLIEUE-QUEST

L'activité de notre propagande

Le groupe intercommunal de la banlieue Nord comprenant les localités de : Clichy, Asnières, Gennevilliers et Levallois a été constitué. Il y a un an et demi environ. Les derniers mois qui viennent de s'écouler ont été particulièrement favorables en activité, grâce aux événements d'Espagne, au nouveau et certainement pas le dernier tournant du parti communiste français et surtout au travail opiniâtre du petit frère de militants qui nous étions au début. Cela nous a permis de grossir notre effectif d'un grand nombre d'adhérents et de créer un groupe dans chaque localité. Sauf Clichy et Asnières qui n'ont encore qu'un seul groupe, car dans cette dernière commune nettement petite banlieuse, notre influence est quasi nulle actuellement, mais nous ne désespérons pas d'arriver à de meilleurs résultats, par une propagande de plus en plus énergique.

Aussi devant l'œuvre obtenue, notre satisfaction est assez légitime, mais ce n'est pas une raison valable pour rester sur les positions acquises. Et nous nous emploierons de toute notre force à faire beaucoup mieux pour l'année 1937 par une action toujours hardie et plus coordonnée, au moyen de réunions publiques, dans toutes nos localités, (plusieurs sont déjà envisagées) de tracts expliquant notre position face aux événements, et par la vente à la criée de la presse anarchiste dans toute la région. De cette façon nous ferons connaître à ceux qui l'ignorent encore ce que nous sommes et ce que nous voulons.

Le Bot.

Appel aux groupes et individualités de la Région Sud-Ouest, Courbevoie, Levallois, Colombes, etc.

Le dimanche 27 courant, à 10 h. rue Rocquefort, 22, à Puteaux, salle municipale, réunion des groupes et délégués de groupes, ainsi qu'individualités pour discuter et former une unité forte pour la propagande de nos idées libertaires, et lancer une lutte implacable au fascisme.

Que chaque groupe élaborer un projet de lutte et de propagande de sorte que l'on puisse se mettre de suite au travail. Les camarades comprendront la nécessité de cette action et auront à cœur de répondre à cet appel.

Remerciements et notre salut libertaire

Nanterre, Puteaux, Suresnes, etc.

BANLIEUE SUD (Gentilly-Bicêtre)

Nous rappelons que des permanences du Comité pour l'Espagne libre ou l'on reçoit les dons en espèces et en nature pour nos camarades antifascistes espagnols fonctionnent aux endroits suivants :

Pour Gentilly : maison Tibal, cycles, 16, avenue Eugène-Thomas, et maison Palendrier, fumiste, 23, rue du Kremlin, tous les jours.

Nous rappelons aussi que le journal communiste « Front Rouge » n'a pas daigné insérer le communiqué du Comité pour l'Espagne libre indiquant les permanences ci-dessus, ce qui indique que l'esprit d'unité qui l'anime et ce qui prouve que tout ce qui n'est pas spécifiquement communiste n'intéresse pas, même si l'il est des camarades espagnols unis dans la lutte pour leur révolution libertatrice. Nous rappelons aussi que notre groupe de Gentilly a demandé la salle des fêtes de la Mairie pour y organiser une réunion publique et contradictoire sur : La religion, optimisme ou pessimisme, au service du fascisme et de la guerre. M. le Maire lui non plus n'a pas daigné répondre, ce qui démontre, avec la franchise en moins, à un refus. La réunion aura lieu quand même et socialistes, communistes, radicaux et M. le curé ont été invités par lettre à venir apporter la contradiction. Le sujet sera traité par Palomai et Doutreau et ceci n'en déplaise aux bons apôtres de « L'Union de tous les Français » et cette union doit-elle se souffrir. (Voir le communiqué du prochain Libertaire).

Le groupe... Bicêtre-Sud.

LIVRY-GARGAN

Une belle réunion

Au nom du Comité pour l'Espagne Libre, le groupe local de l'U. A. avait organisé vendredi, 18 décembre dernier, une réunion afin de faire connaître les buts que les camarades militaires poursuivent à travers la grande lutte qu'ils mènent contre les forces cléricales, militaires et gouvernementales d'Espagne.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

THONON-LES-BAINS

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos camarades Huart et Ridel furent vigoureusement applaudis. Un incident regrettable rendit la partie cinématographique de la première séance peu intéressante, les vues étant brouillées.

Nous nous excusons à nouveau auprès des travailleurs qui s'étaient déplacés, mais force nous est de dégager notre responsabilité.

Deux bonnes réunions rassemblant 300 auditeurs au total. Les exposés de nos

Blum à l'action !

Il désigne comme arbitre "impartial" un magistrat de classe : le président de la Cour de Cassation.

Veut-on une nouvelle scission?

Au lendemain du Congrès confédéral de fusion et de l'enthousiasme qu'il avait suscité dans la classe ouvrière, la chose aurait paru irréalisable, mais aujourd'hui après les « victoires » successives que viennent de remporter les représentants du Parti Communiste dans différentes organisations nous pouvons poser la question.

Nous sommes loin des tirades unitaires d'il y a quelques mois. Ce n'est pas maintenant que les Frachon et Racamond donneraient leur démission du Comité directeur du Parti communiste pour pouvoir être membres du Bureau confédéral, de ce Bureau dont ils seront certainement les maîtres avant peu si les syndicalistes révolutionnaires laissent faire.

Le mouvement de juin par le recrutement intense qu'il a causé a renforcé considérablement les positions du P.C. dans les syndicats, du fait que les nouveaux adhérents dans leur inexpérience étaient une proie facile pour la démagogie communiste. D'ailleurs, dans bien des cas, ce furent les cellules communistes qui conduisirent les fractions.

Les fractions syndicales qui vidèrent la C.G.T.U. n'existent plus — tout au moins sur le papier — mais elles sont remplacées avantageusement par les cellules d'entreprises dont l'unique raison d'être est de propager les idées d'ordre du P.C., de lui recruter de nouveaux adhérents ainsi que ces innombrables filiales.

Jusqu'ici, rien d'anormal, nous ne voyons aucun inconveniit à ce qu'un parti se réclamant de la classe ouvrière fasse sa propagande sur le même du travail mais où le désaccord commence, c'est quand nous voyons les cellules diriger en fait les sections syndicales d'usine. Journallement, des camarades nous signalent cette mainmise contraire à toute notre tradition syndicale.

Il est possible — il est certain, m'affirment des camarades — que l'on veuille recommander dans la C.G.T.U. les mêmes manœuvres que dans la C.G.T.U., le P.C. n'admettant pas que des travailleurs socialistes et syndicalistes s'opposent à cette mainmise contrarie à toute notre tradition syndicale.

Des exemples récents nous ont été fournis. Celle indépendance syndicale que l'on feignait d'admettre a été une ruse de plus à l'actif du P.C. Nous avons vu un Congrès du Bâtiment de ce Bâtiment qui fut l'orgueil de la C.G.T.U. d'avant-guerre — nommer un député communiste président de la Fédération. Plus récemment, au Congrès de la Fédération des Métaux, un autre député communiste fut nommé secrétaire général de la Fédération et l'un des secrétaires sortants, le camarade Roy, se vit frappé d'exclusion parce qu'il avait eu le courage de défendre à la tribune des idées qui eurent le droit de défaire aux communistes qui composaient la majorité de ce Congrès. Sans l'intervention énergique de camarades qui soulignèrent ce qu'avait d'anti-unitaire une telle attitude, le camarade Roy ne serait plus secrétaire fédéral.

Le but poursuivi est visible : s'emparer à tout prix du mouvement syndical et ne reculer devant aucun moyen pour y parvenir. Insinuations, calomnies, tout sera employé. Déjà, dans la région parisienne, les dirigeants communistes des centres syndicaux ne dissimulent pas que tous les moyens seront employés pour éliminer les non-conformistes, qu'ils soient syndicalistes, libertaires, voire même socialistes.

Nous voulons prévenir, nous qui, pour la plupart, sommes dans la bataille depuis des années, ne sommes plus dignes de participer à la direction des fédérations, des syndicats et des comités intersyndicaux. Maintenant que les adhérents sont nombreux et que l'on se sent fort inutile de garder le masque unitaire plus longtemps. Le mot d'ordre est donné : place aux communistes ! A eux les directions syndicales, en attendant la direction confédérale.

Certainement que bien des camarades qui, comme nous, ont applaudi à la réalisation de cette unité qui est plus que jamais nécessaire, se demanderont si une telle attitude ne nous mène pas directement à de nouvelles déchirures et vers une nouvelle scission.

Dans ce journal ou toutes les opinions syndicalistes peuvent s'exprimer, nous demandons à nos camarades partisans de l'indépendance syndicale ce qu'ils pensent et s'ils ne craignent pas que demain de nouvelles luttes fratricides ne livrent la classe ouvrière au fascisme.

Julien AUFRERE.

Le Front Populaire et le droit syndical**Au congrès des fonctionnaires**

Un incident de ce congrès mérite d'être signalé ; avant tout, parce qu'il a été systématiquement étouffé par l'« Humanité » et le « Populaire » dans un esprit de défense nationale ; ensuite parce qu'il montre cruellement à quel point les radicaux en la personne de Daladier sont décidés à s'attaquer au droit syndical lui-même.

La question a pu venir devant l'opinion ouvrière grâce à Compagnat, secrétaire des agents militaires, c'est-à-dire des employés civils travaillant dans les administrations militaires. Il a lu devant le congrès une lettre de Jacomet, directeur au ministère de la Guerre qui a soulevé une grande indignation, même dans ce milieu, prêt à encastrement tout de pied, pourvu qu'ils soient attaqués de Front Populaire.

Le fameux Jacomet parle de « syndicat non agréé et dont l'existence est irrégulière ». La lettre annonce à mots couverts des menaces de révocation. Cette missive ne fait d'ailleurs que courrir un état de faits ; dans bien des endroits les agents militaires sont obligés de signer un engagement, promettant de n'adhérer à aucune organisation.

A remarquer combien ces mesures sont cachées par la presse du Front populaire ; cet incident, rapporté uniquement par le « Peuple », n'a été commenté par aucun journal. Laurent, le secrétaire général des

le libertaire syndicaliste

Défense Ouvrière et Défense Nationale

LE CONGRÈS des CHOMEURS

Le gouvernement et les syndicalistes de Front populaire encassent une nouvelle gifle.

Les travailleurs du Nord, qui ont joué le rôle de dupes, en sont quittes, eux, pour battre la semelle et danser devant le buffet vide. Voilà un mois que le patronat du Nord mène les uns et les autres en bateau.

Un mois que, de Lille à Paris et de Paris à Lille, délégations ouvrière et patronale, d'une part, ministres de l'autre, font la navette sans aucun résultat, sinon celui d'affamer toute une population ouvrière. La leçon est-elle assez dure ?

Et les pourparlers continuent... sous le régime de la douche écossaise administrée par les patrons qui viennent d'ailleurs de les rompre tapageusement en claquant la porte.

Les prétentions ouvrières étaient-elles exagérées ? Elles se bornaient simplement à demander l'application et le respect des conventions collectives constamment violées par le patronat au détriment de ses exploitées.

Ceux-ci, excédés, avaient décidé, pour appuyer leurs revendications et prévenir les manœuvres patronales, d'occuper les usines.

Le mouvement, lancé par l'unanimité des ouvriers, avait toutes chances de réussir. Hélas ! ils avaient compté sans les tractations de leurs dirigeants syndicaux qui, au lieu d'organiser la solidarité par des moyens appropriés, y compris la grève généralisée, ont freiné et fin par décider une partie d'entre eux à évacuer les usines et à accepter la reprise du travail.

Quelles sont donc les garanties invoquées par Dumoulin et ses collègues pour justifier leur attitude ?

Simplement celle que désormais « tous les conflits seront soumis à l'arbitrage du premier président de la Cour de cassation », arbitre proposé par Léon Blum, dans le but d'enlever le conflit, et présenté comme « devant offrir de ses fonctions toute garantie d'indépendance ».

Sans blague, voyez-vous le bourgeois qui siège à la présidence suprême de la Cour de cassation abandonner la défense de ses intérêts de classe pour rendre un jugement favorable aux ouvriers ? L'expérience des condamnations encourues par les travailleurs devant les tribunaux, à la suite des conflits du travail, n'est-elle pas là pour éclairer les travailleurs sur le mensonge et la duplicité d'un pareil arbitrage ?

Au surplus, quelle compétence accorder à

un individu qui aurait à statuer souverainement, sur de multiples cas, plus compliqués les uns que les autres et qui serait à la fois juge et partie ?

Pourtant les travailleurs du Nord ont accepté de lâcher la proie pour l'ombre. Et malgré cela, ou plutôt pour cela, parce que le patronat les voit disposés à céder, il exige aujourd'hui que restent définitivement à la porte de ses usines « les unités ayant commis des actes d'entrave à la production, d'indiscipline et de violence », c'est-à-dire les éléments les plus actifs, les délégués ouvriers, ceux qui se sont montré les plus compétents et qui ont su mériter la confiance de leurs camarades pour mériter leur lutte.

Tout de même les « ch Nord » se sont rebiffés. Ils ne paraissent pas disposés à encasser ce coup-là, et c'est tant mieux. Ils savent que s'ils se laissent décapiter, c'est leur principale conquête qui s'effondre ; c'est le droit syndical bafoué et les garanties d'application de la convention collective, pour laquelle ils luttent depuis un mois, supprimées.

Certains parlent de « violation flagrante des lois en vigueur » ; certes, mais n'est-ce pas la démonstration évidente que le patronat ne s'embarrasse nullement d'une légalité qui le gêne quand le prolétariat n'est pas, lui-même, capable de faire respecter les conditions d'existence qu'il a su imposer. AU GOUVERNEMENT COMME AU PATRONAT — il ne faut jamais négliger de rappeler — par son action directe.

De même le prolétariat ne doit-il pas profiter que tous sont d'accord pour subordonner l'intérêt ouvrier à « l'union de la nation française garantie de la sécurité intérieure », pour éviter ou arrêter tout conflit « susceptible d'amorcer le potentiel de fabrication de guerre » ainsi que le clame chaque jour l'organe stalinien. Ou êtes-vous antivoteurs des crédits de guerre ?

Si aucun d'eux n'est intervenu c'est parce que tous sont d'accord pour subordonner l'intérêt ouvrier à « l'union de la nation française garantie de la sécurité intérieure ».

Quant à la situation matérielle des chômeurs, elle s'establit comme suit : augmentation du taux d'allocation : un franc, soit 10 % ; augmentation du coût de la vie 40 à 50 % soit diminution réelle d'au moins 30 % Vive le Front Populaire ! En ce qui concerne les loyers on pratique en principe plus d'expulsions de chômeurs, mais encore faut-il, pour cela, saisir les pouvoirs publics de chaque cas particulier afin d'obtenir un sursis d'exécution de jugement, ce qui ne dispense pas le chômeur d'être en butte aux aimables tracasseries du commissaire de police qui fait patiemment remarquer son embarras étant d'une part somme toute de hui à appliquer la Loi et d'autre part prié d'examiner avec la plus grande de bienveillance tel cas sur lequel on a bien voulu attirer l'attention du camarade ministre de la Justice. C'est alors que le chômeur apprend à connaître le chemin du commissariat de son quartier tant sont nombreuses les invitations qui lui sont adressées par son commissaire à des fins de conversation au cours desquelles ce magistrat demande au chômeur d'avoir pitié de sa détresse administrative et lui vante les bienfaits d'une cure à Jourdan.

Quant à la situation matérielle des chômeurs, elle s'establit comme suit : augmentation du taux d'allocation : un franc, soit 10 % ; augmentation du coût de la vie 40 à 50 % soit diminution réelle d'au moins 30 % Vive le Front Populaire ! En ce qui concerne les loyers on pratique en principe plus d'expulsions de chômeurs, mais encore faut-il, pour cela,

saisir les pouvoirs publics de chaque cas particulier afin d'obtenir un sursis d'exécution de jugement, ce qui ne dispense pas le chômeur d'être en butte aux aimables tracasseries du commissaire de police qui fait patiemment remarquer son embarras étant d'une part somme toute de hui à appliquer la Loi et d'autre part prié d'examiner avec la plus grande de bienveillance tel cas sur lequel on a bien voulu attirer l'attention du camarade ministre de la Justice. C'est alors que le chômeur apprend à connaître le chemin du commissariat de son quartier tant sont nombreuses les invitations qui lui sont adressées par son commissaire à des fins de conversation au cours desquelles ce magistrat demande au chômeur d'avoir pitié de sa détresse administrative et lui vante les bienfaits d'une cure à Jourdan.

Le cours du Congrès, il fut rappelé les promesses inscrites au programme du Rassemblement populaire, celles faites par le camarade président du Conseil, qui devaient par voie de décrets être réalisées au cours des séances parlementaires, puis après les vacances, par la voie de législation, après le vote du budget, puis... on ne sait quand. Il fut aussi question de notre toujours plus grande et plus puissante C.G.T., dont le grand manitou s'enthousiaste si bien à recommander aux gouvernements l'usage à l'égard de la classe ouvrière de cette admirable camisole de force qui porte nom : uniforme obligatoire et de ce même défenseur des plus, qui applaudira à la confection de cet effroyable bâillon dit Loi sur la presse. Une dérogation devait se rendre rue Lafayette afin de demander si on devait considérer les chômeurs comme des travailleurs en sursis et si la vieille Dame condescendrait à reconnaître les conditions de l'intégration des pauvres chômeurs dans son vaste giron. Il devait être également question de demander à cette vénérable dame quelle action elle serait disposée à mener vis-à-vis des gouvernements pour soutenir la défense de leurs maigres revendications. Des pourparlers téléphoniques pour comprendre l'usage et l'heure où l'avis ces lignes, des tentatives sont faites pour déclarer le Souverain Pontife cégétiste à accompagner la dérogation qui ira pour la 12^e fois à la présidence du Conseil chercher de nouvelles promesses.

Il faut rendre justice aux dirigeants de l'Union des Comités de chômeurs qui ont pris formellement l'engagement de passer à l'action si, à bref délai, ils ne parviennent pas à obtenir satisfaction, mais il faut aussi regretter que ce Congrès qui aurait du être totalement utilisé à un travail bien ordonné ait donné prétexte à des manifestations oratoires à caractère de publicité politique et religieuse. Il est vrai qu'il est quelquefois difficile de se défaire de mauvaises habitudes, et puis comme aurait du dire ce saint homme d'abbé espagnol républicain : « La perfection n'est pas de ce monde ». Paix aux hommes de bonne volonté, ne décourageons pas leurs initiatives.

Mais ne nous faisons pas trop d'illusions. Les chômeurs n'obtiendront des résultats positifs que dans la mesure où leurs efforts seront coordonnés dans une organisation chargée de préparer une action de masse qui, par son importance, sa discipline et son courage imposera le respect et la crainte, commencement de la sagesse des gouvernements.

Il est donc plus indispensable que jamais que les militants participent à l'activité des comités de chômeurs et y prennent leur part de responsabilité. Nous estimons les possibilités du mouvement des chômeurs et, sous ce vaste prétexte, ne pas participer pleinement à ce mouvement constitue une véritable défection indignante de militants prolétariens. C'est privrer les forces révolutionnaires d'un élément important, c'est prolonger cruellement la souffrance et la misère de milliers d'êtres humains, c'est prolonger bêtement le règne du profit par l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est retarder l'avènement du prolétariat.

H. GEUFFROY.

Dans les boîtes et sur les chantiers

CHEZ LES CHAUFFEURS DE TAXIS

A la Citax, les patrons reprennent l'offensive

En ne faisant pas d'action au début de décembre pour faire appliquer les 40 heures dans les garages de compagnies de taxis, le patronat a senti remettre sa morgue et le manifeste de toutes façons.

Ainsi à la Citax, sous prétexte d'inventaire, qui, les années précédentes se faisait le soir pour une heure supplémentaire et les jours des ponts de Noël et du Nouvel An, l'atelier central de compagnie sera fermé les 25, 26 et 27 décembre, les 1^{er}, 2^{er} et 3 janvier et toute la semaine jusqu'au 10 janvier.

De ce fait les camarades de garage ne bénéficient pas 40 heures font à meilleure complicité de travail de l'atelier central qui profite lui des 40 heures.

Le lundi 11, Citax qui se prétend petit loueur avec 2.150 taxis, veut fermer ses neuf garages pour faire pression sur le gouvernement afin de prétendre qu'il attend la décision de la commission paritaire.

Les camarades groupés dans la C.G.T. se doivent d'être plus combattifs envers leurs délégués si cela est nécessaire, et même de les remettre à l'avvenir leur incapacité persistante.

Un copain de la boîte.

CHEZ LES PATISSIERS

Action directe chez Grécourt, avenue d'Orléans

Fidèles à la lutte de classes et fidèles aux méthodes par eux préconisées, les patissiers ont enterré le lundi 21 décembre occupé une pâtisserie, chez M. Grécourt, 132, avenue d'Orléans. Celui-ci est trésorier du syndicat patronal, place qu'il a obtenu sans doute par sa combativité contre la classe ouvrière.

Si jusqu'à maintenant, les occupations s'étaient passées dans le calme, là il n'en fut pas de même, le sieur Grécourt fit appel à ses nervis dirigés par le chef de sa fabrique.

Si tout arrivé, les nervis sur un ordre eurent la prétention de faire sortir les manifestants et en à晶nalisation, la répétition fut brève mais efficace. En un clin d'œil la foule amassée aux abords de la pâtisserie pris fait et cause pour les manifestants. Alors chiots, babas, tartes, etc. volèrent en tous sens et les tables de l'extérieur vinrent à travers les glaces rejoindre le champ de bataille intérieur.

A noter que cette occupation était la seconde chez Grécourt. A la première le patron n'était pas là tout s'était passé dans le calme.

Mais ceci n'arrêtera pas l'élan de la corporation, la lutte durera jusqu'à la signature du contrat collectif malgré les larmes de crocodiles de tous ceux qui participent ou soutiennent le mouvement de fraction populaire.

Un patissier syndiqué.

LE MOUVEMENT SYNDICAL**CHEZ LES CIMENTIERS**

Pour affirmer nos revendications

Les 40 heures, acquises par la lutte en juin dernier après une campagne d'agitation de plusieurs années, entrent en application cette semaine dans notre corporation, impatiemment attendue ; elle est chaleureusement accueillie par l'ensemble des cimentiers. Pourquoi faut-il qu'à son départ déjà, elle soit sabotée par tout un réseau de récupérations d'heures perdues par intempéries, ou jours fériés, primes à la paix patronale et à l'inconscience de certains éléments ouvriers qui ferment tout pour faire en sorte que ces heures à récupérer durent éternellement surtout dans les chantiers moyens et petits.

Pour éviter ce sabotage systématique, de cette importante revendication, il est nécessaire de refuser toutes récupérations et de porter nos revendications sur un plan qui oblige les entrepreneurs à prendre les mesures nécessaires afin d'éviter que les plus petites intempéries soient prétexte à manque de salaires pour les ouvriers. Il est devenu indispensable de poser dans toutes nos revendications actuelles la paix à la semaine, il faut agir en sorte que dans le plus bref délai possible cela soit, pour sauver les 40 heures d'abord et l'organisation syndicale également, car le système des dérogations amènera bien des querelles dans un avenir proche. Notre assemblée générale de dimanche dernier en a admis le principe, personne n'ayant fait de critiques à cette revendication, il reste à